



INTERNATIONAL INSTITUTE FOR THE UNIFICATION OF PRIVATE LAW
INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVE

**Convention relative aux garanties
internationales portant sur des matériels
d'équipement mobiles**

**Protocole portant sur les questions
spécifiques aux matériels d'équipement
aéronautiques à la Convention relative aux
garanties internationales portant sur des
matériels d'équipement mobiles**

UNIDROIT 2012
DC9/DEP – Doc. 10
Original: anglais / français
juillet 2012

RAPPORT DU DEPOSITAIRE

1^{er} janvier 2010 – 31 décembre 2011

Introduction

1. La Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (la Convention) et le Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (le Protocole aéronautique) ont tous deux été ouverts à la signature le 16 novembre 2001 à la conclusion de la Conférence diplomatique tenue sous les auspices conjoints de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT) et de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). La Convention telle qu'elle s'applique aux biens aéronautiques, et le Protocole aéronautique, sont entrés en vigueur le 1^{er} mars 2006.

2. S'agissant de financement basé sur un actif, les risques et les coûts globaux des opérations sont fonction de la capacité du créancier, en cas de défaillance du débiteur, d'accéder rapidement au bien constituant la garantie. Lorsque les règles nationales en matière de reconnaissance et de mise en œuvre des garanties posent des entraves à un accès rapide, ou sont divergentes sur le fond, le risque (ou la perception du risque) encouru augmente pour le créancier, notamment si, comme c'est le cas pour les biens aéronautiques, le bien transite d'un pays à l'autre et se trouve soumis à ces règles nationales au moment où intervient la défaillance. Les coûts du financement tendent à augmenter en raison des risques accrus. La Convention traite cette question en établissant un cadre juridique international pour la constitution, la reconnaissance, l'inscription et la mise en œuvre des "garanties internationales" portant sur le matériel d'équipement mobile de grande valeur¹. Le Protocole aéronautique détermine l'application de la Convention pour ce qui est des biens aéronautiques (les cellules d'aéronefs, les moteurs d'avion et les hélicoptères), et adapte le fonctionnement de la Convention au regard des particularités des opérations portant sur ces types de biens.

Fondements du rapport

3. Le présent rapport a été préparé par UNIDROIT, en sa qualité de Dépositaire de la Convention et du Protocole aéronautique, conformément à l'article 61(1) de la Convention² et à l'article XXXVI(1) du Protocole aéronautique³.

La Période de référence

4. Le présent rapport concerne la Convention ainsi que le Protocole aéronautique pour la période allant du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2011 (la Période de référence).

¹ L'article 2(3) de la Convention précise trois catégories de matériels de grande valeur: a) les cellules d'aéronefs, les moteurs d'avion et les hélicoptères; b) le matériel roulant ferroviaire; et c) les biens spatiaux. L'article 51 de la Convention prévoit que le Dépositaire peut constituer des groupes de travail pour déterminer s'il est possible d'étendre l'application de la Convention, par un ou plusieurs Protocoles, à des biens relevant de toute catégorie de matériels d'équipement mobiles de grande valeur.

² L'article 61(1) de la Convention dispose: "Le Dépositaire prépare chaque année ou à tout autre intervalle pertinent, des rapports à l'intention des Etats parties concernant la manière dont fonctionne dans la pratique le régime international établi dans la présente Convention. En préparant de tels rapports, le Dépositaire tient compte des rapports de l'Autorité de surveillance concernant le fonctionnement du système international d'inscription."

³ L'Article XXXVI(1) du Protocole aéronautique dispose: "Le Dépositaire, en consultation avec l'Autorité de surveillance, prépare chaque année ou à tout autre intervalle pertinent, des rapports à l'intention des Etats parties concernant la manière dont fonctionne dans la pratique le régime international établi dans la Convention telle qu'amendée par le présent Protocole. En préparant de tels rapports, le Dépositaire tient compte des rapports de l'Autorité de surveillance concernant le fonctionnement du système international d'inscription."

Activité du Dépositaire pendant la Période de référence

5. Au commencement de la Période de référence, la Convention comptait 32 Etats contractants (dont une organisation régionale d'intégration économique) et le Protocole aéronautique en comptait 29. Bien que l'article XXVI(5) du Protocole aéronautique indique qu'un Etat ne peut devenir Partie au Protocole sans être ou devenir Partie à la Convention, un Etat peut devenir Partie à la Convention sans être également Partie au Protocole. Toutefois, la Convention est un instrument cadre et ses dispositions, dans la mesure où elles portent sur des biens, ne peuvent fonctionner indépendamment d'un Protocole et, par conséquent, un Etat contractant à la Convention qui n'est pas aussi Partie au Protocole ne pourra bénéficier que des quelques dispositions de la Convention qui ne portent pas sur des biens (par exemple l'article 47 qui traite de la signature et ratification, l'article 62 qui traite du Dépositaire et de ses fonctions).

6. Au cours de la Période de référence, 18 Etats sont devenus Parties à la Convention, portant le nombre total d'Etats contractants à la fin de la Période de référence à 50. Au cours de la même période, 14 Etats sont devenus Parties au Protocole aéronautique, portant le nombre total d'Etats contractants à la fin de la Période de référence à 43.

7. L'Annexe 1 montre l'état d'acceptation de la Convention et du Protocole aéronautique à la conclusion de la Période de référence, avec les précisions nécessaires concernant les signatures, ratifications, adhésions, déclarations, et dates d'entrée en vigueur.

Fonctionnement dans la pratique de la Convention et du Protocole aéronautique durant la Période de référence

8. En décembre 2011 le Dépositaire a informé les Etats contractants à la Convention et au Protocole aéronautique qu'il souhaitait recevoir des informations et des commentaires de leur part sur la façon dont le régime international institué par la Convention et le Protocole aéronautique fonctionnait dans la pratique. Le Gouvernement de la Fédération de Russie, le Gouvernement de la République de Lettonie et le Gouvernement de la République de Singapour ont communiqué des informations et des commentaires qui figurent en Annexe 2 au présent rapport.

9. Le Dépositaire n'a pas connaissance que l'application de la Convention ou du Protocole aéronautique ait donné lieu à des décisions de Cours ou tribunaux durant la Période de référence.

Conférences d'évaluation

10. L'article 61(2) de la Convention et l'article XXXVI(2) du Protocole aéronautique prévoient que des Conférences d'évaluation pourront être organisées à la demande d'au moins vingt-cinq pour cent des Etats parties. Durant la Période de référence, le Dépositaire n'a reçu aucune demande visant à l'organisation d'une telle Conférence conformément à l'article 61(2) de la Convention et l'Article XXXVI(2) du Protocole aéronautique.

ANNEXE 1

CONVENTION ON INTERNATIONAL INTERESTS IN MOBILE EQUIPMENT
CONVENTION RELATIVE AUX GARANTIES INTERNATIONALES
PORTANT SUR DES MATERIELS D'EQUIPEMENT MOBILES

Adoption:		Place: Cape Town / <i>Lieu</i> : Le Cap Date: 16.11.2001		
Entry into force / <i>Entrée en vigueur</i>:		Date: 01.03.2006 (ex Art. 49(1))		
<i>STATE / ETAT</i>	<i>SIGNATURE</i>	<i>RATIFICATION (RT)</i> <i>ACCEPTANCE / ACCEPTATION (AC)</i> <i>APPROVAL / APPROBATION (AP)</i> <i>ACCESSION / ADHESION (AS)</i>	<i>DECLARATIONS</i>	<i>ENTRY INTO FORCE /</i> <i>ENTREE EN VIGUEUR</i>
Afghanistan		25.07.2006 (AS)	Arts. 39(1)(a), 39(1)(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.11.2006
Albania / <i>Albanie</i>		30.10.2007 (AS)	Arts. 39(1)(a), 39(1)(b), 54(2)	01.02.2008
Angola		30.04.2006 (AS)	Arts. 39(1)(a), 40, 54(2)	01.08.2006
Bangladesh		15.12.2008 (AS)	Arts 39(1)(a), 39(1)(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.04.2009
Burundi	16.11.2001			
Cameroon / <i>Cameroun</i>		19.04.2011 (as)	Arts 39(1)(a), 40, 52, 53, 54(2)	01.08.2011
Canada	31.03.2004			
Cape Verde / <i>Cap-Vert</i>		26.09.2007 (AS)	Arts. 39(1)(a), 40, 53, 54(2)	01.01.2008
Chile / <i>Chili</i>	16.11.2001			
China / <i>Chine</i>	16.11.2001	03.02.2009 (RT)	Arts. 39(1)(a), 39(1)(b), 40, 50, 53, 54(1), 54(2), 55	01.06.2009
Colombia / <i>Colombie</i>		19.02.2007 (AS)	Arts. 39(1)(a), 54(2)	01.06.2007
Congo	16.11.2001			
Cuba	16.11.2001	28.01.2009 (RT)	Art. 54(2)	01.05.2009
Ethiopia / <i>Ethiopie</i>	16.11.2001	21.11.2003 (RT)	Arts. 39(1)(a), 40, 54(2)	01.03.2006
European Community / <i>Communauté européenne</i> ††		28.04.2009 (AS)	Arts. 48(2), 55	01.08.2009
France	16.11.2001			
Germany / <i>Allemagne</i> (with declaration at signature / <i>avec déclaration à la signature</i>)	17.09.2002			
Ghana	16.11.2001			
India / <i>Inde</i>		31.03.2008 (AS)	Arts. 39(1)(a), 39(1)(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.07.2008
Indonesia / <i>Indonésie</i>		16.03.2007 (AS)	Arts. 39(1)(a), 39(1)(b), 40, 53, 54(2)	01.07.2007
Ireland / <i>Irlande</i>		29.07.2005 (AS)	Arts. 39(1)(a), 39(1)(b), 54(2)	01.03.2006

Italy / <i>Italie</i>	06.12.2001			
Jamaica / <i>Jamaïque</i>	16.11.2001			
Jordan / <i>Jordanie</i>	16.11.2001			
Kazakhstan		21.01.2009 (AS)		01.05.2009†
Kenya	16.11.2001	13.10.2006 (RT)	Arts. 39(1)(a),* 39(1)(b), 40, 53, 54(2)	01.02.2007
Lesotho	16.11.2001			
Luxembourg		27.06.2008 (AS)	Arts. 53, 54(2)	01.10.2008
Malaysia / <i>Malaisie</i>		02.11.2005 (AS)	Arts. 39(1)(a), 39(1)(b), 40, 53, 54(2)	01.03.2006
Mexico / <i>Mexique</i>		31.07.2007 (AS)	Arts. 39(1)(a), 39(1)(b), 50, 53, 54(2), 60	01.11.2007
Mongolia / <i>Mongolie</i>		19.10.2006 (AS)	Arts. 39(1)(a), 39(1)(b), 53, 54(2)	01.02.2007
Nigeria	16.11.2001	16.12.2003 (RT)	Arts. 39(1)(a),* 40,* 53,* 54(2)*	01.03.2006
Oman		21.03.2005 (AS)	Arts. 39(1)(a), 39(1)(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.03.2006
Pakistan		22.01.2004 (AS)	Arts. 39(1)(a), 39(1)(b), 39(4), 40, 52, 53, 54(2)	01.03.2006
Panama	11.09.2002	28.07.2003 (RT)	Arts. 39(1)(a), 39(1)(b), 39(4), 50, 53, 54(2)	01.03.2006
Saudi Arabia / <i>Arabie saoudite</i>	12.03.2003	27.06.2008	Art. 54(2)	01.10.2008
Senegal / <i>Sénégal</i>	02.04.2002	09.01.2006 (RT)	Arts. 39(1)(a), 39(1)(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.05.2006
Singapore / <i>Singapour</i>		28.01.2009 (AS)	Arts. 39(1)(a), 39(1)(b), 39(4), 53, 54(2)	01.05.2009
South Africa / <i>Afrique du sud</i>	16.11.2001	18.01.2007 (RT)	Arts. 39(1)(a), 39(1)(b), 40, 54(2)	01.05.2007
Sudan / <i>Soudan</i>	16.11.2001			
Switzerland / <i>Suisse</i>	16.11.2001 <i>ad referendum</i>			
Syrian Arab Republic / <i>République arabe syrienne</i>		07.08.2007 (AS)		01.12.2007†
Tonga	16.11.2001			
Turkey / <i>Turquie</i>	16.11.2001			
Ukraine	09.03.2004			
United Arab Emirates / <i>Émirats arabes unis</i>		29.04.2008 (AS)	Arts. 39(1)(a), 39(1)(b), 40, 52, 53, 54(2)	01.08.2008
United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i> (with declaration at signature / <i>avec déclaration à la signature</i>)	16.11.2001			

United Republic of Tanzania / <i>République-Unie de Tanzanie</i>	16.11.2001	30.01.2009 (RT)	Art. 54(2)	01.05.2009
United States of America / <i>Etats- Unis d'Amérique</i>	09.05.2003	28.10.2004 (RT)	Arts. 39(1)(a), 39(1)(b), 54(2)	01.03.2006
Zimbabwe		13.05.2008 (AS)		01.09.2008†

* Affected by withdrawal and/or subsequent declaration. / *Fait l'objet d'un retrait et/ou d'une déclaration subséquente*

† Subject to / *sous réserve de l'*: Article 49(1) Convention

†† Regional Economic Integration Organisation / *Organisation régionale d'intégration économique: Convention Article 48*

**PROTOCOL TO THE CONVENTION ON INTERNATIONAL INTERESTS IN MOBILE EQUIPMENT
ON MATTERS SPECIFIC TO AIRCRAFT EQUIPMENT**
**PROTOCOLE PORTANT SUR LES QUESTIONS SPECIFIQUES AUX MATERIELS D'EQUIPEMENT
AERONAUTIQUES A LA CONVENTION RELATIVE AUX GARANTIES INTERNATIONALES
PORTANT SUR DES MATERIELS D'EQUIPEMENT MOBILES**

Adoption:		Place: Cape Town / Lieu: Le Cap Date: 16-11-2001		
Entry into force: Entrée en vigueur:		Date: 01.03.2006 (ex Art. XXVIII(1))		
STATE / ETAT	SIGNATURE	RATIFICATION (RT) ACCEPTANCE / ACCEPTATION (AC) APPROVAL / APPROBATION (AP) ACCESSION / ADHESION (AS)	DECLARATIONS	ENTRY INTO FORCE / ENTREE EN VIGUEUR
Afghanistan		25.07.2006 (AS)	Arts. XXIX, XXX(1), (2), (3)	01.11.2006
Albania / Albanie		30.10.2007 (AS)	Arts. XIX, XXX(1)	01.02.2008
Angola		30.04.2006 (AS)	Arts. XXX(1), (2), (3)	01.08.2006
Bangladesh		15.12.2008 (AS)	Arts XXIX, XXX(1), XXX(2), XXX(3)	01.04.2009
Belarus / Bélarus		27.09.2011 (AS)		01.01.2012
Brazil / Brésil		30.11.2011 (AS)	Arts. XIX, XXX(1), XXX(2), XXX(3)	01.03.2012
Burundi	16.11.2001			
Cameroon / Cameroun		19.04.2011 (AS)		01.08.2011
Canada	31.03.2004			
Cape Verde / Cap-Vert		26.09.2007 (AS)	Arts. XXX(1), (2), (3)	01.01.2008
Chile / Chili	16.11.2001			
China / Chine	16.11.2001	03.02.2009 (RT)	Arts. XIX, XXIX, XXX(1), XXX(2), XXX(3)	01.06.2009
Colombia / Colombie		19.02.2007 (AS)	Art. XXX(1), (2), (3)	01.06.2007
Congo	16.11.2001			
Cuba	16.11.2001	28.01.2009 (RT)		01.05.2009
Ethiopia / Ethiopie	16.11.2001	21.11.2003 (RT)	Arts. XXX(1), (2), (3)	01.03.2006
European Union / Union européenne ††		28.04.2009 (AS)	Arts. XXVII(2), XXX(5)	01.08.2009
France	16.11.2001			
Germany / Allemagne (with declaration at signature / avec déclaration à la signature)	17.09.2002			
Ghana	16.11.2001			
India		31.03.2008 (AS)	Arts. XXX(1), (2), (3)	01.07.2008
Indonesia / Indonésie		16.03.2007 (AS)	Arts. XXX(1), (2), (3)	01.07.2007

Ireland / <i>Irlande</i>		23.08.2005 (AS)	Arts. XXX(1), (2)	01.03.2006
Italy / <i>Italie</i>	06.12.2001			
Jamaica / <i>Jamaïque</i>	16.11.2001			
Jordan / <i>Jordanie</i>	16.11.2001	31.08.2010 (RT)	Arts. XXX(1), (2), (3)	01.12.2010
Kazakhstan		01.06.2011 (AS)	Arts. XXX(1), (2), (3)	01.10.2011
Kenya	16.11.2001	13.10.2006 (RT)	Arts. XXX(1), (2), (3)	01.02.2007
Latvia / <i>Lettonie</i>		08.02.2011 (AS)		01.06.2011
Lesotho	16.11.2001			
Luxembourg		27.06.2008 (AS)	Arts. XXX(1), (2), (3)	01.10.2008
Malaysia / <i>Malaisie</i>		02.11.2005 (AS)	Arts. XXX(1), (2), (3)*	01.03.2006
Malta **/ <i>Malte</i> **		01.10.2010 (AS)	Art. XXX(1)	01.02.2011
Mexico / <i>Mexique</i>		31.07.2007 (AS)	Arts. XIX, XXX(1), (3)	01.11.2007
Mongolia / <i>Mongolie</i>		19.10.2006 (AS)	Arts. XXX(1), (2), (3)	01.02.2007
Netherlands, Kingdom of the 1 **/ <i>Le Royaume des Pays-Bas</i> 1 **		17.05.2010 (AS)	Arts. XXIX, XXX(1), (2)	01.09.2010
New Zealand / <i>Nouvelle-Zélande</i>		20.07.2010 (AS)	Arts. XXIX, XXX(1), (3), (5)	01.11.2010
Nigeria	16.11.2001	16.12.2003 (RT)	Arts. XXX(1),* (2),* (3)*	01.03.2006
Norway / <i>Norvège</i>		20.12.2010 (AS)	Arts. XXX(1), (3), (5)	01.04.2011
Oman		21.03.2005 (AS)	Arts. XXIX, XXX(1), (2), (3)	01.03.2006
Pakistan		22.01.2004 (AS)	Arts. XXIX, XXX(1), (2), (3)	01.03.2006
Panama	11.09.2002	28.07.2003 (RT)	Arts. XXX(1), (2), (3)	01.03.2006
Russian Federation / <i>Fédération de Russie</i>		25.05.2011 (AS)	Art. XXX(3)	01.09.2011
Rwanda		28.01.2010 (AS)	Arts. XXIX, XXX(1), (2), (3)	01.05.2010
Saudi Arabia / <i>Arabie saoudite</i>	12.03.2003	27.06.2008 (RT)		01.10.2008
Senegal / <i>Sénégal</i>	02.04.2002	09.01.2006 (RT)	Arts. XXIX, XXX(1), (2), (3)	01.05.2006
Singapore / <i>Singapour</i>		28.01.2009 (AS)	Arts. XXX(1),* (3)	01.05.2009
South Africa / <i>Afrique du sud</i>	16.11.2001	18.01.2007 (RT)	Arts. XXX(1), (2), (3)	01.05.2007
Sudan / <i>Soudan</i>	16.11.2001			
Switzerland / <i>Suisse</i>	16.11.2001 <i>ad referendum</i>			
Tajikistan / <i>Tadjikistan</i>		31.05.2011 (AS)	Arts. XXX(1), (2), (3)	01.09.2011

Tonga	16.11.2001			
Turkey / <i>Turquie</i>	16.11.2001	23.08.2011 (RT)	Arts. XXX(1), (2), (3)	01.12.2011
Ukraine	03.03.2004			
United Arab Emirates / <i>Émirats arabes unis</i>		29.04.08 (AS)	Arts. XIX, XXIX, XXX(1), XXX(2), XXX(3)	01.08.2008
United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i> (with declaration at signature / <i>avec déclaration à la signature</i>)	16.11.2001			
United Republic of Tanzania / <i>République-Unie de Tanzanie</i>	16.11.2001	30.01.2009 (RT)	Arts. XXX(1),* (2),* (3)*	01.05.2009
United States of America / <i>Etats-Unis d'Amérique</i>	09.05.2003	28.10.2004 (RT)	Arts. XIX, XXX(1)	01.03.2006

* Affected by withdrawal and/or subsequent declaration. / *Fait l'objet d'un retrait et/ou d'une déclaration subséquente*

** This State has provided UNIDROIT with information about its laws and policies in relation to the Aircraft Protocol: see www.unidroit.org/english/conventions/mobile-equipment/information-contractingstates.htm // *Cet Etat a fourni à UNIDROIT des informations concernant la situation au regard de la législation et des politiques applicables aux matières couvertes par le Protocole aéronautique: voir www.unidroit.org/french/conventions/mobile-equipment/information-contractingstates.htm*

†† Regional Economic Integration Organisation / *Organisation régionale d'intégration économique: Protocol / Protocole Article XXVII*

1. Accession for the Netherlands Antilles and Aruba / *Adhésion pour les Antilles néerlandaises et Aruba.*

ANNEXE 2**Informations et commentaires fournis par les Etats contractants**
(en anglais seulement)**Republic of Latvia**

With this AS Air Baltic Corporation (Air Baltic) reports that during the period of 1 January, 2010 until 31 December, 2011, the international regime established by the Convention on International Interests in Mobile Equipment (Convention) and the Protocol to the Convention on International Interests in Mobile Equipment in Matters specific to Aircraft Equipment (Aircraft Protocol) has been beneficial to Air Baltic.

Air Baltic has received positive feedback from the aircraft Lessors regarding the fact that the Republic of Latvia has ratified the Convention and the Aircraft Protocol, and according to which Air Baltic has registered the vast majority of its fleet in the International Registry.

Russian Federation

1. The Russian Federation has joined the Convention on International Interest in Mobile Equipment (the Convention) and the Protocol to the Convention on International Interest in Mobile Equipment on Matters specific to Aircraft Equipment (the Aircraft Protocol) in accordance with the Federal Law on "On the accession of the Russian Federation to the Convention on International Interest in Mobile Equipment and to the Protocol to the Convention on International Interest in Mobile Equipment on Matters Specific to Aircraft Equipment", 23 December 2010 No. 361-FZ. While joining the Russian Federation has made declarations in regarding with the Articles 39, 53 and 54 of the Cape Town Convention and also the Article XI of the Aircraft Protocol.

The Convention and the Aircraft Protocol came into force for the Russian Federation on the 1st of September 2011.

In view of the fact that the duration of the Convention and the Aircraft Protocol for the Russian Federation is effective for the short period of time, the practice of applying the mechanisms provided by these documents has not yet received the wide circulation I Russia yet.

Nowadays there is no data proving that the Russian companies have received so called "Cape Town discounts", and there is no data of using the system protecting the rights of the creditors provided by the Convention and the Aircraft Protocol.

Besides the number of Russian large companies, including JSC Aeroflot uses the international register to register transactions with aircraft equipment.

2. The Russian Federation has planed its further participation expansion in the Convention and the Protocol. Nowadays the draft of Federal law providing the additional declarations applying Articles VIII and XIII of the Aircraft Protocol by the Russian Federation is on the discussion in the State Duma of the Russian Federation Federal Assembly. The adoption estimated date of this draft is summer 2012.

Republic of Singapore

The operation of the Convention and Aircraft Protocol has continued smoothly during this period and there is no additional development that we wish to highlight for the report.

We would like to share that the Civil Aviation Authority of Singapore (CAAS) published an Advisory Circular to provide guidance on the procedure relating to irrevocable de-registration and export request authorisations (IDERAs) and certified designee confirmation letters (CDCL). It can be found on the CAAS website (<http://www.caas.gov.sg>).